

Brochure n° 3359

Convention collective nationale

**IDCC : 2754. – MAGASINS PRESTATAIRES DE SERVICES
DE CUISINE À USAGE DOMESTIQUE**

ACCORD DU 17 NOVEMBRE 2011

RELATIF AUX CERTIFICATS DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1250069M

IDCC : 2754

PRÉAMBULE

Par le présent accord, les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés représentatives des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique entendent fixer le processus de création et les conditions de mise en œuvre des certificats de qualification professionnelle (CQP).

Cet accord s'inscrit dans la dynamique portée par la branche visant à développer et à structurer la formation professionnelle et à améliorer la reconnaissance des qualifications acquises lors de sessions de formation et/ou par l'expérience professionnelle (par la voie de la validation des acquis de l'expérience).

Ainsi, afin de répondre plus finement aux besoins des entreprises et de renforcer les compétences des salariés, les partenaires sociaux de la branche ont décidé de compléter le dispositif certifiant existant par la possibilité de créer des CQP.

Article 1^{er}

Définition et objet

Les CQP attestent au plan national les qualifications professionnelles relatives à un métier ou un emploi des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique.

Ils sont créés pour la branche des magasins de cuisine à usage domestique par les partenaires sociaux signataires de la convention collective dans le cadre du présent accord qui en définit le processus de mise en œuvre.

Ils sont délivrés pour la branche des magasins de cuisine à usage domestique par la CPNEFP.

Les CQP peuvent s'obtenir au moyen d'actions de formation et/ou par validation des acquis de l'expérience, dont le contenu et les modalités sont définis dans un cahier des charges approuvé par la CPNEFP.

La convention collective prend en compte au niveau de ses classifications les CQP créés.

La liste des CQP validés et la liste des organismes agréés sont tenus à jour par la CPNEFP et annexés au présent accord.

Article 2

Création des CQP

La décision de créer, renouveler ou abroger un CQP est prise par la CPN.

Pour ce faire, la CPN s'appuiera en particulier sur les avis et travaux de la CPNEFP.

Pour créer ou renouveler un CQP, la CPN doit, sur la base d'un rapport d'opportunité, constater l'existence :

- d'un besoin de qualification non couvert par les formations certifiantes existantes et/ou complémentaires à celles-ci ;
- de possibilité d'emplois suffisants ;
- d'un besoin de qualification suffisamment durable pour l'emploi et la filière considérée.

Article 3

Mise en œuvre des CQP

Toute décision de création d'un CQP doit s'appuyer sur un cahier des charges qui a pour objet de définir les conditions administratives, pédagogiques, logistiques et financières qui accompagnent sa création et sa mise en œuvre et qui précise obligatoirement :

- la qualification et la dénomination de la certification visée ;
- le référentiel de compétences du métier ou de l'emploi visé comportant ses conditions d'exercice ;
- le contenu de la formation, sa durée, ses modalités de suivi, et les conditions de mise en œuvre du CQP ;
- le référentiel de certification précisant les contenus et modalités d'évaluation et de validation des connaissances et des aptitudes professionnelles ;
- le public visé, les prérequis, les modalités de sélection des stagiaires et les effectifs par session ;
- les modalités de prise en compte de la formation initiale ;
- les conditions et modalités d'accès au CQP par la VAE ;
- l'organisation de l'alternance et du tutorat pour la préparation des CQP en contrat et période de professionnalisation ;
- les modalités pratiques de la formation, son coût et ses modes de financement.

Les CQP créés devront faire l'objet d'une demande d'inscription au répertoire national des certifications professionnelles selon les conditions fixées par la commission nationale des certifications professionnelles.

Pour pouvoir préparer un CQP, un organisme de formation, public ou privé, doit obtenir au préalable l'agrément de la CPNEFP sur la base du cahier des charges précité.

A l'issue de la délivrance des CQP, les organismes de formations doivent adresser à la CPNEFP un bilan comportant notamment :

- le profil de chaque stagiaire (âge, sexe, qualification antérieure) ;
- les modalités de préparation du CQP de chaque stagiaire (session de formation des cours, VAE partielle ou totale, alternance, formation continue, mode de financement, etc.) ;
- le nom des entreprises employeurs dans le cas de formation en alternance, un compte-rendu des épreuves, les notes obtenues et l'avis du jury.

Article 4

Délivrance des CQP

Le CQP est délivré par la CPNEFP, au nom de la branche des magasins prestataires de services de cuisine.

L'organisme de formation agréé au titre de la préparation d'un CQP se charge des modalités relatives à l'organisation des sessions d'examen.

Un certificat de qualification professionnelle signé par le président et le vice-président de la CPNEFP est remis au candidat reçu.

Article 5

Durée des CQP, renouvellement, modification et suppression

Chaque CQP est créé pour une durée de 5 ans.

Au terme de cette période initiale de 5 ans, le CQP est soit :

1. Reconduit par la CPN pour une durée de 5 ans renouvelables, après présentation d'un bilan des résultats du CQP, et, de la présentation d'une note d'opportunité qui fait notamment état du suivi de l'évolution de la qualification, du métier ou de l'emploi concerné.

2. Reconduit par la CPN après modifications du référentiel des compétences du métier ou de l'emploi concerné, et du référentiel de formation, pour une durée de 5 ans renouvelable.

Les modifications sont appliquées à tous les cycles de formation débutants après décision de la CPN.

3. Supprimé par décision de la CPN, après étude du bilan et d'une note d'opportunité auquel cas les actions de formation en cours seront menées à leur terme jusqu'à la délivrance des CQP.

Article 6

Champ d'application

Le champ d'application est le territoire français (métropole et départements d'outre-mer).

Le champ d'application professionnel est constitué de l'ensemble des salariés et des entreprises qui relèvent de la convention collective nationale des magasins prestataires de services de cuisine à usage domestique, publiée au *Journal officiel* sous le numéro de la brochure 3359.

Article 7

Durée de l'accord

Les dispositions du présent accord prennent effet au jour de sa signature, pour une durée indéterminée.

Il peut faire l'objet d'une demande de modification ou de résiliation, formulée par une ou plusieurs organisations syndicales signataires, sous réserve d'un préavis de 6 mois, à compter de la notification à toutes les parties signataires par lettre recommandée avec avis de réception ou remise en main propre contre décharge lors d'une réunion de CPN, de la demande de modification ou de résiliation.

Article 8

Extension de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès des services du ministre chargé du travail, dans les conditions prévues par le code du travail et fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 17 novembre 2011.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

SNEC.

Syndicats de salariés :

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT ;

FEC FO ;

FCS CGT.